

Mexique les femmes en lutte pour leurs droits

mercredi 13 juin 2012, par [CHAVEZ Josefina](#), [MARQUEZ Héctor](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juin 2012).

Faisant face à une offensive conservatrice contre leurs droits, les femmes mexicaines résistent, luttent et s'organisent. Bref tour d'horizon avec Josefina Chávez, militante féministe et directrice de la revue « Cuadernos Feministas ». [1]

Héctor Márquez - Comment est apparu le Pacte pour la Vie la Liberté et les Droits des Femmes, et quel bilan de son action a été tiré lors de sa Réunion Nationale de février dernier ?

Josefina Chávez — Le Pacte pour la Vie la Liberté et les Droits des Femmes est une expression de la résistance des femmes mexicaines face à l'offensive dont elles sont victimes et une alliance politique entre divers courants du féminisme présents dans le pays. Il s'agit avant tout d'un accord pour l'action unitaire, souscrit par des femmes provenant de 21 Etats du pays. Cet accord est articulé autour d'un certain nombre de points qui font consensus, comme la défense du libre choix en matière d'avortement, la mise en liberté des femmes emprisonnées pour avoir avorté, la défense de l'Etat laïque contre l'ingérence des églises qui prétendent imposer leurs valeurs à l'ensemble de la société, la dénonciation publique des politiciens ayant voté en faveur des réformes constitutionnelles criminalisant l'avortement. Le Pacte prend également position pour l'accès des femmes à la santé et pour la dépénalisation de l'avortement dans l'ensemble du pays.

L'alliance a été ratifiée une première fois lors de la réunion réalisée en février 2011 à Xalapa, dans l'état de Veracruz, et récemment lors de la réunion nationale qui s'est déroulée à Mexico les 17 et 18 mars de cette année. Le bilan qui a été tiré démontre que l'offensive se poursuit car elle répond à des intérêts stratégiques de la politique vaticane au Mexique, mais également dans d'autres pays d'Amérique Latine et aux USA.

Signalons également que le Pacte entend profiter de la conjoncture électorale pour mener à bien des actions en faveur de ses revendications.

En ce qui concerne l'offensive en cours, signalons qu'elle a débuté après l'approbation, en avril 2007, par l'Assemblée Législative de la Ville de Mexico (District Fédéral) d'une loi légalisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Ce fait historique en Amérique Latine déclencha une offensive législative dans les Etats de la République dont l'objectif était de faire inscrire « le droit à la vie dès la conception » dans les constitutions locales. De 2008 à aujourd'hui, 17 États ont réformé leurs constitutions. Cela grâce à la pression des milieux ecclésiastiques, des groupes « Pro Vie » et grâce à l'accord entre le Parti Action National (PAN) et le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI)

sur la question. Dans certains États, ces réformes ont également été approuvées avec l'appui de certains élus appartenant à des formations de gauche.

En décembre 2009, le groupe des « Féministes Socialistes » a convoqué un Forum National dont l'objectif était d'analyser les caractéristiques de l'offensive de la droite dans les Etats de la République. C'est de ce Forum que naîtra le Pacte. Au fil des mois, divers regroupements et ONG féministes présents dans les Etats de la République, qui travaillaient sur cette thématique depuis des années, ont rejoint le Pacte. Au même moment, les réformes des constitutions et des Codes pénaux locaux aboutissaient à l'emprisonnement de certaines femmes ayant exercé leur droit à décider.

Le Mexique connaît une vague de féminicides et de violence qui a fortement augmenté avec l'arrivée au pouvoir de Felipe Calderón en 2006. Comment cette situation affecte-t-elle particulièrement les femmes ?

Il est important de souligner que la droite commence à jouer un rôle politique central à partir de l'an 2000 après la victoire de Vicente Fox, candidat du PAN, aux élections présidentielles. En 2006, Felipe Calderón s'impose de manière illégitime comme président par le biais d'une fraude électorale. Dans le but de se fabriquer une légitimité, il lance une « guerre » contre le narco trafic dans laquelle l'armée joue un rôle de premier plan. Depuis lors, la violence a augmenté de manière terrifiante, principalement dans les États du nord du pays, mais également dans certains Etats du sud comme Guerrero, Morelos ou Veracruz. La mise en place de cette politique de sécurité et de militarisation a généré un climat qui a favorisé l'augmentation de la violence contre les femmes. Parallèlement est apparu un autre phénomène extrêmement préoccupant ; l'assassinat de femmes impliquées dans des luttes sociales et dans la défense des droits humains ainsi que l'assassinat de femmes journalistes écrivant et menant des enquêtes sur le narco trafic. Quant au féminicide, il est l'expression d'une violence de genre extrême qui n'a pas pu être stoppée, et qui continue de bénéficier d'une impunité totale. Une lutte de longue haleine a été entreprise contre ce phénomène. Cette dernière fait apparaître que le problème ne se cantonne pas au Mexique mais touche l'ensemble de l'Amérique Latine.

Les femmes luttent et s'organisent pour défendre leurs droits, elles jouent également un rôle déterminant dans les nombreux mouvements de résistance qui apparaissent dans le pays. Peux-tu nous en dire plus à ce sujet ?

Les femmes ont toujours été présentes dans toutes les luttes significatives. Parmi celles-ci citons la lutte contre la fraude électorale de 2006, le mouvement pour la défense du pétrole au sein duquel les femmes se sont organisées en brigades et ont encerclé le Sénat pour empêcher l'approbation d'une loi de privatisation. La présence des femmes dans la lutte du Syndicat Mexicain des Electriciens (SME) a également été très importante. Les épouses et les familles des travailleurs ont rendu possible la résistance du syndicat contre la liquidation arbitraire de l'entreprise de production électrique « Luz y Fuerza del Centro ». En 2006, lors de la lutte des enseignants de Oaxaca, ce sont les femmes qui ont occupé les stations de radio et de télévision de l'Etat afin de dénoncer la répression, et de transmettre des informations non falsifiées sur les événements en cours. Un réseau d'action qui permet de diffuser des informations et d'intervenir rapidement lors d'agression contre des activistes des droits humains a récemment été créé à l'initiative d'un groupe de femmes. Les femmes sont aussi présentes dans toutes les luttes rurales, les communautés, les villages, les zones indigènes comme le Chiapas, le Michoacán et d'autres Etats où les politiques néolibérales et la crise affectent leur travail et dévastent l'environnement. Signalons également qu'à l'occasion du 10 mai (fête des mères) s'est déroulée la « Marche pour la Dignité Nationale : Nous les mères à la recherche de nos filles et de nos fils réclamons justice ». Pour terminer, je souhaite ajouter que le pays se trouve dans une situation d'urgence et que les femmes payent le prix de la crise économique et politique avec une intensité, une brutalité et une violence sans précédent.

Propos recueillis par Héctor Márquez, correspondant de solidaritéS

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n° 209 (07/06/2012). <http://www.solidarites.ch/journal/>

Notes

[1] www.cuadernosfem.blogspot.com